

Réponse à la Secrétaire d'État à la Jeunesse et à l'Engagement suite à l'article paru dans le JDD ce 21 mars

C'est avec stupeur que l'association La Boite Sans Projet découvre dans un article paru dimanche 20/03/2021 dans le JDD, des éléments de l'enquête de l'Inspection Générale la concernant, alors même que le rapport de cette enquête n'avait pas encore été rendu public.

Dans cet article notre association est directement nommée et mise en cause. Nous contestons non seulement ces allégations, mais aussi l'image de l'éducation populaire et du monde associatif en général qui y est présentée.

A l'origine de cette enquête, une rencontre de 130 jeunes autour du thème "Les religions" organisée par la Fédération des Centres Sociaux et socio-Culturels de France en octobre dernier. Il s'agit ici d'un processus classique d'éducation populaire : porter une parole collective et politique à partir d'expériences personnelles vécues pour réfléchir et débattre. Il n'est pas question de nier le conflit ou de lisser la parole mais de travailler ensemble la pluralité des points de vue pour avancer. La République que nous défendons c'est la sociale, la laïque, c'est celle qui inscrit le débat contradictoire dans l'exercice de la démocratie.

On nous reproche de lier religions et discriminations, c'est faux, nous n'avons ni plus ni moins qu'entendu et mis à la discussion les propos des jeunes présents et le témoignage de ce qu'ils et elles vivent. C'est leur faire affront et violence que de le nier alors qu'ils et elles nous ont fait assez confiance pour le partager. Ces jeunes ont travaillé pendant 3 jours, ont donné du temps et de l'énergie pour pouvoir participer à une action démocratique, apprendre, comprendre, agir en tant que citoyens et citoyennes. C'est une fin de non recevoir à coups de principes républicains désincarnés qu'ils et elles ont obtenues. La République ne peut pas être un bloc monolithique et immuable qui se réaffirme avec une Marseillaise pour clôturer un débat. Elle se doit d'être un cadre permettant à chaque citoyen, citoyenne de participer à la discussion publique et politique.

C'est par le débat que la société civile s'outille elle-même, les citoyens, citoyennes et les associations sont en mesure de discuter de laïcité et de faits religieux sans recevoir le blanc seing de l'administration.

Par ailleurs, Mme La Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, chargée de la Jeunesse et de l'Engagement invoque dans l'article la loi dite confortant les principes républicains, largement contestée pour son caractère liberticide. Cette loi, et précisément les articles 6 et 7, entrave le monde associatif dans sa participation au débat politique et le transforme en sous traitant des actions gouvernementales.

La Boite Sans Projet est une association d'éducation populaire composée de bénévoles et de salarié.e.s compétent.e.s et engagé.e.s, qui ne cessent de questionner leurs pratiques. Elle est reconnue par de nombreux partenaires institutionnels et associatifs dont la FCSF qui nous fait confiance et que nous remercions pour son soutien. Elle est à la fois structure de formation et Espace de Vie Sociale. Chaque jour et à son échelle,

elle participe à l'accompagnement de personnes dans l'exercice de leurs droits, et forme des professionnel.le.s du champ de l'éducation, de l'animation et du travail social de proximité. Elle est attachée à la laïcité et elle entend prendre sa place, aux côtés de nombreuses autres associations, au débat citoyen.

Un rapport d'enquête de l'Inspection Générale ne nous semble pas être la meilleure façon d'apprendre à nous connaître aussi nous invitons Madame La Ministre à venir nous rencontrer.

Vouloir témoigner, penser, débattre et agir sur la question des oppressions n'est pas une atteinte à la République, mais au contraire une nécessité pour que chacun.e puisse y prendre place.

Les salarié.e.s et les bénévoles de la Boite Sans Projet
avec le soutien de